

Notre climat, notre défi, notre futur
Déclaration internationale de la jeunesse
Montréal 2005

Nous, la jeunesse d'aujourd'hui et les dirigeants de demain, faisons face à un défi sans précédent et prenons notre part de responsabilité dans la lutte contre les changements climatiques. Libres des contraintes associées aux difficultés du compromis et de la négociation, nous en arrivons à la conclusion que nous nous sommes éloignés de l'objectif de la Convention. Nous sommes alarmés par l'ampleur grandissante de la crise environnementale globale. Nous sommes solidaires avec les communautés les plus affectées par les changements climatiques, notamment les populations à faible revenu, les groupes marginalisés, les communautés indigènes et les populations des zones géographiques les plus vulnérables. En tant qu'intendants de la Terre, nous exigeons pour l'ensemble des générations futures le droit d'hériter d'une planète saine. Nous faisons cette déclaration, sachant de tout coeur qu'**au-delà de Kyoto – c'est nous!**

Nos engagements

Les jeunes du monde entier engagent leurs communautés sur la voie de l'action participative, et ce dans le respect de la place de l'humanité dans l'écosystème terrestre, de la diversité culturelle, des droits des populations indigènes et du savoir traditionnel. Par nos choix de consommation, nous soutenons le développement d'énergies propres. Parallèlement, nous cherchons activement à intensifier nos engagements aux échelles nationale et internationale.

Nos revendications

Dans le prolongement des précédentes Déclarations de la jeunesse aux CdP, nous appelons à **l'instauration, d'ici la CdP 12, d'une représentation permanente et financée de la jeunesse dans le processus de négociation international.**

En concordance avec les connaissances scientifiques, **les pays « développés » doivent prendre des engagements contraignants de réduction de leurs émissions d'au moins 30% en 2020 et 80% en 2050.** D'ici 2008, les Parties doivent parvenir à un accord international incluant un soutien additionnel à la décarbonisation des pays « en voie de développement », financé en partie par les sanctions imposées aux pays « développés » qui ne respecteraient pas leurs engagements.

Les mécanismes de flexibilité doivent être supplémentaires et non pas se substituer aux réductions d'émissions domestiques : la grande majorité des réductions doit être réalisée au niveau domestique. Le principe d'additionnalité, le suivi et la transparence des projets issus des mécanismes de flexibilité ne peuvent faire l'objet d'un compromis. Les communautés locales doivent avoir un rôle participatif dans l'ensemble du processus.

Nous demandons aux gouvernements **une transition juste vers les énergies durables**, et insistons sur **l'abandon de toute forme de subvention aux énergies fossiles**. Les droits humains et les principes de justice sociale doivent être pris en compte lors de cette transition. Les projets impliquant l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité à grande échelle et l'incinération des déchets ne contribuent pas à la durabilité. La séquestration du carbone ne peut être qu'une solution de dernier recours.

Les options d'adaptation doivent être considérées parallèlement à la mitigation. Les pays dont les capacités d'adaptation sont les plus faibles nécessitent de façon urgente davantage de ressources, particulièrement quant au financement de l'adaptation des communautés locales. Des plans favorisant l'adaptation humaine et écologique doivent être incorporés aux politiques nationales.

La sécurité alimentaire et l'accès à l'eau doivent être garantis afin d'éviter tout conflit lié aux changements climatiques. Les gouvernements doivent venir en aide aux populations déplacées pour des raisons environnementales.

Il est urgent que les gouvernements améliorent leurs politiques de planification urbaine, soutiennent l'architecture écologique, développent les systèmes de transport public et favorisent les modes de transport non-motorisés.

Les normes d'efficacité énergétique des véhicules doivent être renforcées. Les émissions du transport maritime et de l'aviation doivent être soumises à des objectifs de réductions contraignants.

Nous insistons auprès des gouvernements afin qu'ils **incorporent à nos systèmes éducatifs une approche multidisciplinaire ambitieuse du développement durable**, dont un programme d'éducation aux changements climatiques.

Notre vision

Nous respectons les générations passées et futures et reconnaissons que l'humanité fait partie de l'écosystème terrestre. Le bien-être humain et écologique doit prévaloir sur les préoccupations économiques, ne serait-ce que parce que l'économie dépend de cet écosystème. La technologie seule n'est pas une solution ; nous ne souhaitons pas la poursuite de nos habitudes de vie non durables. Nous élevons la communauté, la culture et la vie au-dessus de la consommation superficielle.

Les communautés, avec leur compréhension unique de leur propre situation, sont les plus aptes à trouver les solutions aux problèmes d'adaptation et de réduction des émissions. Nous supportons les initiatives des entreprises s'investissant de manière ambitieuse pour nous aider à atteindre notre vision. Les gouvernements sont responsables devant leur population et non devant les grandes entreprises.

Les solutions aux changements climatiques doivent garantir le droit des personnes à un environnement sain et le droit de l'environnement à être préservé. Elles doivent assurer l'équité dans et entre les générations présentes et futures. L'éducation doit promouvoir la durabilité en harmonie avec la diversité culturelle. Une économie faiblement émettrice n'est pas une économie à faible niveau d'emploi.

Notre vision est celle d'un monde où tous les membres d'une société n'ont pas seulement le droit mais aussi les moyens d'influencer le monde qui les entoure, et où la durabilité, l'équité et la justice sont des valeurs inconditionnelles.

Nous, les jeunes, avons le droit de créer le monde dans lequel nous voulons vivre. Nous allons déjà de l'avant dans nos propres vies et communautés afin de faire de cette vision une réalité. Nous demandons à nos dirigeants d'en faire de même.

Les changements climatiques sont une opportunité unique pour nous unir. L'ère de la compétition appartient au passé ; nous sommes à l'aube de l'ère de la coopération!